

Titre communication

Atelier : session spéciale « Développement territorial et gouvernance foncière »

Auteurs : Barthez carole, SUACI-GIS Alpes-Jura, France
Bertrand Nathalie, Cemagref Grenoble, France

Résumé

L'étalement urbain et la consommation accrue des sols non urbanisés périurbains – agricoles et naturels – constituent aujourd'hui un enjeu majeur d'aménagement et de développement des régions urbaines. La nécessaire maîtrise de l'étalement de la ville est souligné à l'échelle communautaire (SDEC, 1999, « l'espace une ressource rare et un partenariat rural-urbain ») et nationale dans le cadre de référence stratégique national (CRSN, 2006). La question revient en force aujourd'hui dans le cadre du Grenelle de l'environnement (2009 et loi du grenelle II à venir) par le maintien de la biodiversité et d'une trame verte et bleue dans laquelle l'agriculture est appelée à jouer un rôle important. Dans un contexte de territorialisation et de complexification de l'action publique - multiplication des acteurs, interaction privée et publique, diversification des problématiques - et d'émergence d'actions collectives, l'action foncière en pose pas tant la question des instruments (outils de planification, zonages, opérateurs fonciers, ...) que celle des modes de gouvernance mis en œuvre.

Le développement des observatoires fonciers, la montée en puissance des départements sur les questions foncières, la multiplication des opérateurs fonciers, illustre le renouvellement de cette gouvernance. Cette communication propose, dans le cadre d'une analyse des modalités de gouvernance et de coordinations engagées d'étudier la performance des accords volontaires - type chartes (cf. Circulaire Barnier) – comme nouveau cadre d'émergence de l'action foncière.

Objectif

Analyser l'évolution de la représentation de ces espaces dans le projet urbain et les changements institutionnels et organisationnels (Williamson, 1985 ; North, 1990, 1993) que le renouvellement de leurs modalités de gouvernance implique aujourd'hui. Cette analyse nous permettra ainsi d'étudier le renouvellement des normes, des coordinations qui se mettent en œuvre entre différents acteurs (Etat, collectivités locales, conseils généraux) ainsi que le déplacement de la place du rôle de ces derniers dans l'action foncière. Une attention toute particulière sera portée à l'émergence dans l'action foncière de nouveaux acteurs tels qu'a pu en établir la loi DTR – Développement des Territoires Ruraux – (2005) et à l'évolution des compétences dans les interventions foncières (animation, expertise, ...).

Originalité du sujet

Traiter l'émergence d'accords volontaires et de nouvelles institutions comme facilitateurs des coordinations entre acteurs du foncier, privés et publics à propos de la protection et la mise en valeur des espaces agricoles et naturels (accords de type chartes foncières, chartes de gestion de l'espace, schéma de gestion des espaces, ...), de leur performance à générer des actions foncières et de la façon dont ils renouvellent la gouvernance du foncier. Il s'agira d'étudier la façon dont ces accords volontaires s'élaborent, et se traduisent concrètement en termes d'action foncière, et d'analyser la façon dont ils modifient les places, rôles et compétences des acteurs des territoires travaillant sur le foncier.

Méthode et Résultats attendus

Cette étude portera sur des échelles différentes (départementales et infra départementales)
La communication s'appuiera sur des résultats obtenus dans le cadre du projet régional PSDR III Rhône-Alpes POPOFONGO (volet accords). A partir d'une analyse régionale documentaire des chartes mises en œuvre (acteurs impliqués, document de sensibilisation vs protocole d'intervention foncière), deux études de cas seront développées à l'échelle infra-départementale (Isère et Haute-Savoie). Ces études de cas sur la base d'analyse documentaires et d'entretiens semi-directifs permettront d'évaluer la performance de ce type d'accords au regard des critères suivants : expertises engagées (renouvellement des rôles et des compétences des acteurs, animation et mobilisation de l'information (place des acteurs socioprofessionnels, stratégies d'alliance et à la recomposition des rapports entre acteurs et/ou organisations, évolution des moyens engagés,...).

Bibliographie

Bertrand, N., Fleury, Ph., Janin, Cl., 2006, Politiques d'aménagement et multifonctionnalité agricole dans le sillon alpin, Revue canadienne des sciences régionales, Volume 29, N°1.

Cavailhès J., Joly, D. 2006, Les paysages périurbains et leur prix, Presse universitaire de Franche-Comté (Cahier de la Msh Ledoux), 201 pages.

Circulaire Bbarnier, 2008, http://agriculture.gouv.fr/sections/publications/bulletin-officiel/2008/bo-n-07-du-15-02-08/circulaire-dgfar-sder/downloadFile/FichierAttache_1_f0/DGFARC20085006Z.pdf?nocache=1134040585.85

Commission of the European Communities (1999) ESDP – European Spatial Development Perspective: Towards Balanced and Sustainable Development of the Territory of the European Union, Office for Official Publications of the European Communities, Luxembourg

North D.C., 1990. Institutions, institutional change and economic performance. Cambridge, Cambridge University Press, 152p

North D.C., 1993. Institutional change : a framework of analysis, in Sjöstrand S.E (Ed.). 1993. Institutional change. Theory and empirical findings. Studies in Socio-Economics. M.E.Sharpe, Armonk, New-York, 35-46.